

« Quelle Europe nouvelle pour sortir de la crise ? »

Sous la pression des marchés financiers – et au prétexte des déficits publics et sociaux excessifs liés au renflouement par les États des banques pour faire face à la crise financière de 2007/2008 – se multiplient les plans d'austérité et les tentatives de dynamitage des modèles sociaux sur l'ensemble des pays européens.

Face à cette offensive réactionnaire d'importantes luttes se sont engagées : plusieurs journées de grève en Grèce, en Espagne, forte mobilisation contre la réforme de la retraite le 24 juin en France, ... poussant à des recherches de convergences de lutte et de propositions permettant aux pays de l'Union européenne de commencer à s'émanciper des marchés financiers en ressaisissant autrement les outils financiers dont ils pourraient disposer, en premier lieu la Banque centrale européenne.

Deux initiatives qui auront des prolongements s'inscrivent dans cette optique.

- **Le forum sur le thème « Quelle Europe nouvelle pour sortir de la crise ? »** des 4 et 5 juin à l'initiative du journal *l'Humanité*, de son directeur, Patrick le Hyaric et du GUE du Parlement européen.

Nous reproduisons l'intervention de Yves Dimicoli faite dans l'atelier sur le thème « Comprendre la crise en Europe » et celle de Paul Boccara dans celui sur « Quelles propositions alternatives, quelle autre construction européenne pour les peuples ».

Les actes de ce forum seront prochainement publiés par *l'Humanité*.

Ce forum sera suivi d'autres initiatives dans les semaines et les mois à venir : une rencontre à la fête de l'Humanité, la journée de la Confédération européenne des syndicats du 29 septembre, des forums de même type organisés dans d'autres pays européens (Allemagne, Grèce)...

- **L'appel lancé par le Comité permanent des syndicats des banques centrales européennes** dont nous reproduisons le texte, ci-dessous. ■

Grèce, la fin ou le début de la crise ?

A son XII^e Congrès réuni à Chypre le 14 mai 2010, le Comité Permanent des Syndicats des Banques centrales européenne (SCECBU), représentant plus de 50 000 salariés, exprime son total soutien aux travailleurs grecs face à l'impact d'une crise financière profonde dont ils ne sont pas responsables. Les dures mesures d'austérité récemment annoncées par le gouvernement grec, mettant en œuvre les décisions prises par le Conseil européen, l'ECOFIN, la BCE et le FMI, vont porter atteinte aux droits sociaux des travailleurs, aux salaires, à la protection sociale, aux retraites, etc. Ce sont des acquis sociaux obtenus après la transition du régime des colonels vers la démocratie qui sont aujourd'hui attaqués.

Le Congrès constate avec inquiétude que le problème auquel les travailleurs grecs doivent faire face est non seulement le leur mais celui de toute l'UE puisqu'il s'étend partout en Europe. Les derniers exemples concrets sont les mesures d'austérité annoncées par les gouvernements espagnols et portugais. Ces mesures, qui visent les salariés du secteur public d'abord, s'étendent aux salariés de tous les autres secteurs, comme on le voit en Grèce.

Ces problèmes sont le résultat de politiques poursuivies de longue date, qui ont visé à augmenter les profits des banques et autres institutions financières. Ces politiques produisent un effet domino sans résoudre les problèmes fondamentaux liés à une spéculation illimitée et non contrôlée.

De plus, elles sont socialement injustes et nous ne nous attendons pas à ce qu'elles produisent les résultats positifs escomptés. Au contraire, les mesures imposées sont en réalité de nature à approfondir la crise.

Le Congrès appelle le Conseil européen, la Commission européenne, le Parlement européen et la BCE ainsi que les gouvernements nationaux à prendre des mesures pour contrôler et limiter le manque de responsabilité et la spéculation excessive.

En outre, le Congrès exige qu'il soit mis fin aux effets négatifs des politiques économiques ultralibérales menées pendant des années, de façon à garantir une répartition équitable des gains de productivité apportés par les nouvelles technologies.

Le Congrès invite également tous les travailleurs européens à se battre pour leurs droits sociaux. Nous devons inverser la tendance dominante des politiques économiques néolibérales visant à réduire les droits des travailleurs, et faire de l'Europe un continent de progrès, de plein-emploi, de justice sociale et de solidarité entre les pays et les populations.

Le Congrès exige que l'UE crée un fonds, financé par les institutions financières, pour lutter contre la crise en soutenant de façon prioritaire les projets favorables à la sécurisation de l'emploi et à la croissance réelle. L'UE devrait également mettre en place sa propre agence de notation publique et indépendante et adopter d'urgence un ensemble de règles et de directives pour assurer la stabilité des institutions financières et protéger les citoyens. Dans cette nouvelle architecture financière, le Système européen de banques centrales, et le personnel des banques centrales nationales et de la BCE peuvent et doivent jouer un rôle prédominant. ■